



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL

90 avenue henry dunant
77100 Meaux

Références : E - 242597
Code AIOT : 0006501299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans la carrière exploitée par la société CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL implantée au lieu-dit « Les Rougereaux » 77970 Jouy-le-Châtel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL
- LES ROUGEREAUX 77239001 77970 Jouy-le-Châtel
- Code AIOT : 0006501299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMJC est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019 10 DCSE BPE M du 10 septembre 2019 à exploiter une carrière de calcaires et une installation de traitement de matériaux calcaires au lieu-dit "les Rougereaux" sur le territoire de la commune de Jouy-le-Chatel (77970) pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.3	Sans objet	
5	Exploitation en nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plate-forme de recyclage de bétons	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.4.5	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.9	Sans objet
4	Fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.9	Sans objet
7	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.17	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 6.2.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bassins de décantation doivent être clôturés et l'exploitant doit réaliser une bathymétrie du bassin d'eaux claires où est installée la pompe de rabattement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : Compte tenu de la topographie des terrains autour de la zone en travaux, il semble qu'il n'y a pas d'arrivées d'eaux de ruissellement par le Nord, l'Est et l'Ouest.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie et détournera les eaux de ruissellement venant du Sud si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plate--forme de recyclage de bétons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.4.5
Thème(s) : Situation administrative, Plate-forme de recyclage de bétons
Prescription contrôlée : Plate-forme de recyclage de bétons: Les matériaux bruts inertes traités (bétons) dans la centrale de recyclage proviennent de chantiers du bâtiment et des travaux publics. Les matériaux sont traités à l'aide d'une installation mobile de concassage-criblage qui fonctionne par campagnes (1 à 2 campagnes de concassages par an en moyenne). Le volume de matériaux traité par la centrale de recyclage représente environ 30 000 m ³ par an.
Constats : La carrière est éloignée des producteurs de déchets béton bien triés. Cette possibilité de recyclage n'est pas utilisée pour l'instant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.9
Thème(s) : Autre, Cote minimale
Prescription contrôlée : Le calcaire de Champigny est exploité sur une épaisseur moyenne de 13,3 mètres. La côte minimale du fond de la carrière est de 99 m NGF
Constats : Le plan de situation 2023 mentionne un point à la cote 99.42 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fronts d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts d'exploitation
Prescription contrôlée : Les fronts de gisement ont une pente maximale de 90°. Le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur.
Constats : Pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation en nappe phréatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.12
Thème(s) : Autre, Rabattement de la nappe
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à rabattre la nappe (jusqu'à 11,3 m de rabattement selon les phases d'exploitation) pour permettre l'exploitation du calcaire. Le débit moyen d'exhaure de la pompe est de 111 m ³ /h fonctionnant 24 h/24 (débit moyen horaire variant de 36,8 à 110,9 m ³ /h selon les phases). Ces eaux d'exhaure seront renvoyées vers l'étang situé à l'Ouest de la carrière et pour l'essentiel réinfiltrées dans la nappe. Une échelle limnimétrique à lecture directe et nivelée est positionnée au droit de chaque pompe d'exhaure pour permettre de vérifier si le niveau de rabattement est conforme en chaque phase. Cote minimale de rabattement (m NGF) :Phase 1: 99 98,5 Phase 2: 99 98,5 Phase 3: 98 98,5 Phase 4: 98 98,5 Phase 5: 99 98,5 Phase 6: 99 98,5 Phase 7: 99 104 Phase 8: 99 104 Les périodes de rabattement sont notées dans un registre.
Constats : La cote de rabattement de la nappe semble respectée, car l'exploitation des calcaires est bien au-dessus de la cote fond de fouille permise. Il n'y a pas d'échelle limnimétrique en place. L'exploitant propose de réaliser une bathymétrie du plan d'eaux claires dans lequel est la pompe de rabattement sur flotteurs. Si le fond de ce plan d'eau est à une cote supérieure à la cote maximale de rabattement, il n'y aura pas de nécessité de mettre en place une échelle limnimétrique dans la configuration actuelle de la zone en exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser sous trois mois une bathymétrie du plan d'eaux claires. Si le fond de ce plan d'eau est à une cote supérieure à la cote maximale de rabattement, il n'y aura pas de nécessité de mettre en place une échelle limnimétrique dans la configuration actuelle de la zone en exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.16
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (article 1.4.6), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de la carrière est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalles réguliers sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.
Constats : Les bassins de décantation présentent un risque de noyade et d'enlèvement, ce sont des zones dangereuses qui doivent être clôturées et faire l'objet d'une signalisation du danger.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une clôture autour des bassins de décantation, avec des panneaux signalant le danger à intervalles réguliers sous 3 mois. Il adressera un justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.17
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : Le bord des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Les excavations sont également maintenues à une distance horizontale de : <ul style="list-style-type: none">• 50 mètres minimum du ru de la Visandre pour la carrière existante,• 50 mètres minimum de la RN 4
Constats : Le carreau des installations de traitement est à la cote 112 mNGF , les excavations sont donc bien à plus de 50 m de la Visandre. L'exploitation de la carrière est pour l'instant en rive Est de la Visandre et ne s'approche pas de la RN4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de lavage
Prescription contrôlée : -Les eaux d'exhaure sont renvoyées vers l'étang situé à l'Ouest du site et pour l'essentiel ré infiltrées dans la nappe. Les eaux pluviales sont réinjectées dans la nappe au niveau du bassin d'eau claire. La surverse du bassin d'eaux claires est rejetée dans l'étang situé à l'Ouest du site. -Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, et les eaux de lavage des engins sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux de lavage des engins et les eaux de ruissellement issues de l'aire étanche traitées sont stockées dans une cuve de 15 m ³ et utilisées pour le lavage des engins. Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rabattement de la nappe se fait à partir du bassin d'eaux claires qui alimentent les installations et une partie des eaux de rabattement complète les apports d'eaux des installations. L'inspection a pris connaissance de la dernière facture de la SNAVEB concernant la vidange de la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite

